



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe**
Service protection de l'environnement

Le Mans, le 28/02/2025

19 boulevard Paixhans
CS 91631
72013 Le Mans

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPAYCIFIC'ZOO

LA MARTINIERE
72700 Spay

Code AIOT : 0057202113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement SPAYCIFIC'ZOO implanté LA MARTINIERE 72700 Spay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPAYCIFIC'ZOO
- LA MARTINIERE 72700 Spay
- Code AIOT : 0057202113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement de présentation au public d'animaux non domestiques relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection : Fuite dans le milieu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	AP Complémentaire du 23/02/2015, article 1-3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.	Demande d'action corrective	1 mois
10	Circulation des visiteurs à pied dans les enclos	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2 > 4.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
3	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Sans objet
4	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	Sans objet
5	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Sans objet
6	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
7	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44	Sans objet
8	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58	Sans objet
11	Dispositions contre les nuisibles	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49	Sans objet
12	De la prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a été réalisée dans le cadre du contrôle annuel des établissements de présentation au public.

Cette visite a également permis de faire le point sur l'évolution des projets et des mises à jour administratives du site.

Un pré-dossier doit être transmis dans le courant du mois de mars.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2015, article 1-3
Thème(s) : Élevage, dossier parc animalier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Des modifications aux installations ont été apportées depuis le dossier d'autorisation de 2015 : <ul style="list-style-type: none"> • un dossier acte a été délivré le 17 mai 2024 pour la modification de l'agencement des parcs avec création d'une nouvelle volière sud-américaine et la création d'une mini-ferme pédagogique. • La signature d'une convention avec une unité de méthanisation pour le traitement des déjections animales.

<ul style="list-style-type: none"> • Une volière existante est en travaux. Elle renfermera des espèces asiatiques. • Une mise à jour administrative (régularisation des permis de construire, sécurité) est en cours de finition, suite à la demande de Madame la sous-préfète. <p>De plus, un dossier d'autorisation environnementale est attendu pour 2025. Un avant projet doit être présenté courant mars 2025, incluant la prise en compte des zones humides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sont attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un dossier de porter à connaissance est attendu pour la modification de la volière asiatique. • Un dossier pré-projet courant mars 2025 pour une nouvelle autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Élevage, titulaire d'un Certificat de Capacité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L.413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en oeuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L.413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le responsable du site, Monsieur LEMONNIER est titulaire d'un certificat de capacité depuis le 11 septembre 2006.</p> <p>Un vétérinaire est employé par le parc depuis quelques mois, à temps complet. Son souhait est de devenir capacitaire.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Élevage, sécurité du public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10
Thème(s) : Élevage, protection animale
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce. Avant d'héberger une nouvelle espèce, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.
Constats : L'ensemble des animaux est entretenu dans de bonnes conditions. Ils bénéficient tous d'abris pour s'isoler et se cacher du public.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, stockage des aliments et déchets
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : L'établissement dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'un local de préparation de la nourriture, maintenu propre,- de deux chambres froides (une pour les légumes et une pour les viandes), avec température affichée à l'extérieur,- un local de stockage des aliments équipés de congélateurs. Points conformes Les déchets végétaux sont entreposés à l'extérieur du bâtiment avant leur départ vers une unité de méthanisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, sécurité des enclos
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.

Constats : Les enclos des animaux sont dimensionnés selon les aptitudes des espèces détenues. Certaines clôtures sont munies de retour vers l'enclos, de fils électriques et mesurent plus de 1 m 80 de hauteur. Aucun arbre pouvant favoriser la fuite des animaux n'est présent à proximité immédiate des enclos. Points conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44
Thème(s) : Élevage, surveillance sanitaire-Locaux
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de moyens de contention adaptés. Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène. Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis. Les établissements disposent du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.
Constats : L'établissement dispose d'un local de soins, d'interventions et d'autopsies sur les animaux, facilement lavable et désinfectable. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : De l'information du public sur la biodiversité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58
Thème(s) : Élevage, information du public
Prescription contrôlée : Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées : - nom scientifique ; - nom vernaculaire ; - éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ; - répartition géographique ; - éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ainsi que le cas échéant : - statut de protection de l'espèce ; - menaces pesant sur la conservation de l'espèce ; - actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce. Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.
Constats : Chaque espèce présentée dispose d'un panneau sur son enclos qui indique l'ensemble des informations nécessaires et réglementaires. Les volières sont aussi équipées de panneaux d'information sur chaque espèce présentée et disposés à divers endroits de l'enclos. Points conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.
Thème(s) : Élevage, Plan de secours
Prescription contrôlée : Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié : <ul style="list-style-type: none">- les moyens et les procédures à mettre en oeuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.
Constats : Suite à la visite du Service d'Incendie et de Secours le lundi 3 février 2025 sur le site, un nouveau plan de secours est en cours d'élaboration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmission à nos services du nouveau plan de secours finalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Circulation des visiteurs à pied dans les enclos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2 > 4.
Thème(s) : Élevage, présentation au public
Prescription contrôlée : Les présentations où le public circule à pied dans les enclos où sont hébergés des animaux doivent être réservées aux animaux qui n'appartiennent pas à des espèces considérées comme dangereuses. Par dérogation à cette règle, des autorisations spécifiques peuvent être données par le préfet dans des conditions déterminées par le ministre chargé de la protection de la nature et le ministre chargé de l'agriculture. Les lieux où circule le public doivent être précisément délimités et matérialisés afin de les séparer et de les distinguer des lieux réservés aux animaux.
Constats : Le parc dispose de plusieurs enclos immersifs pour les visiteurs à pied, notamment un pour l'immersion avec des lémuriens et un second pour une immersion avec des wallabys et des kangourous roux. Les lémuriens et les kangourous roux étant considérés comme animaux dangereux, cette présentation au public n'est pas autorisée. Toutefois, une dérogation peut être accordée par le préfet. L'arrêté préfectoral complémentaire de 2015 n'indique que l'enclos immersif des lémuriens. Points non conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une mise à jour des dérogations est à déposer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Dispositions contre les nuisibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49
Thème(s) : Élevage, entretien, nettoyage, désinfection
Prescription contrôlée : Les établissements établissent des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de leurs installations et de leurs équipements. Les établissements mettent en oeuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.
Constats : Lutte contre les rongeurs : Suivi du programme de lutte contre les rongeurs, effectué par un organisme agréé, avec un passage tous les 2 mois. Le dernier passage a été effectué le 4 février 2025. Présentation du contrat et du plan d'emplacement des pièges. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : De la prévention des risques écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66
Thème(s) : Élevage, gestion des effluents
Prescription contrôlée : Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté. Ces dispositions ne s'appliquent pas si les fumiers sont remis dans les meilleurs délais à un établissement spécialisé dans le traitement des effluents. Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.
Constats : Les fumiers provenant en majorité de la ferme pédagogique sont stockés sur une aire non bétonnée. Ils sont ensuite épandus sur des terres agricoles. Le jour du contrôle aucun écoulement de jus n'a été constaté. Point conforme. Les déchets végétaux sont évacués toutes les semaines vers une unité de méthanisation. Présentation des bordereaux de reprise de ces déchets. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite